

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

D'UN SOMMET AUX VRAIES PRIORITÉS

Au nom de l'État et du peuple malgaches, nos dirigeants se sont proposés, le 30 novembre 2014 à Dakar, pour accueillir le Sommet de la Francophonie à Antananarivo en novembre 2016. Il ne saurait être question de revenir en arrière, l'honneur de toute la population est en jeu. L'État s'est engagé, il doit assumer ses engagements : *efa tongotra mby andakana ka tsy afaka hihemotra intsony* (équivalent de « quand le vin est tiré il faut le boire »). À présent, il revient à l'État de démontrer qu'il a postulé pour ce Sommet en connaissance de cause. Il semble en effet que toutes les énergies de la Présidence y soient consacrées, mais il ne faudrait pas que cela se fasse au détriment de la population ou pour occulter ses problèmes quotidiens. Car ce n'est pas à quelques mois du Sommet que l'on va demander de l'aide parce que nous n'arrivons pas à boucler le budget. C'est une honte pour le pays ! Or nos dirigeants ne ratent aucune occasion pour mendier, et toujours mendier - *mangataka, mangataka foana*.

Les informations sur les coûts éventuels de la tenue du Sommet sont confuses et fragmentaires. On sait que la loi de finances 2016¹ lui alloue 20 milliards d'Ariary. À quoi correspond pareille somme ? À l'équivalent, voir au double, du budget de plusieurs ministères, et pour toute l'année 2016². Si l'on se réfère aux frais de fonctionnement de la SAMVA, réputée nécessiter 400 millions d'Ariary par mois³, cela représente 4 ans de collecte des déchets de la ville d'Antananarivo ; ou , d'après le Ministre des travaux publics⁴, à deux fois le montant réservé à la réparation de 32 kilomètres de rues de la capitale (à supposer que ce soit réalisé) ; ou encore à une petite moitié du budget du Fonds d'Entretien Routier pour toute l'année 2016 et pour tout Madagascar (environ 46 milliards d'Ariary). Comme la transparence n'est toujours pas de mise, le citoyen se voit contraint d'éplucher la presse pour en savoir davantage...

1. *L'Express de Madagascar* du 14 janvier 2016 : « 20 milliards pour le Sommet de la Francophonie ».

2. Ministères ayant moins de 20 milliards d'Ariary de budget en 2016 : Travail, Industrie, Économie, Communication, Élevage, Pêche, Mines et Pétrole ; Postes ; Jeunesse, et Culture. Le ministère de la Population a obtenu 26 milliards d'Ariary. Au département foncier du MEPATE sont alloués 10.669.523.000 d'Ariary.

3. *L'Express de Madagascar* du 15 décembre 2015 : « Montagnes d'ordures dans la capitale ».

4. *Les Nouvelles* du 20 janvier 2016 : « Capitale : 32 kilomètres de rue à réhabiliter ».

Mais à lire la même loi de finances 2016, cette allocation semble correspondre à la ligne « Opérations d'Investissement (PIP) » de la Présidence. On entrevoit déjà cette dernière investir dans l'organisation de galas et payer les émoluments des experts israéliens en sécurité⁵. Les 20 milliards Ar ne concernent donc pas les budgets de ministères clés tels que le MEPATE (ministère d'État en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement) : son budget passe de 75 milliards d'Ariary en 2015 à 206 milliards en 2016 - dont 144.685.574.000 d'Ariary pour les « infrastructures et équipements ». De même, le budget du ministère des Transports a presque quadruplé (29 milliards Ar en 2015, 113 milliards en 2016). Ces fortes augmentations s'expliquent peut-être par le fait que ces deux ministères sont les porteurs du projet aéroportuaire et des infrastructures comme le Village de la Francophonie et l'Hôtel 5 Étoiles d'Ivato.

D'autres informations recueillies dans la presse laissent entrevoir que 28 millions de dollars seront nécessaires pour réhabiliter l'Hôtel 5 étoiles d'Ivato, à présent géré par la Société d'Exploitation Hôtelière d'Ivato (SEHI SA), une société privée réputée avoir été « mise en place par le gouvernement ». Et le coût d'un nouveau terminal international à l'aéroport, dont la première pierre a été posée en grandes pompes le 9 juin 2015, est estimé à 150 millions d'Euros, soit 525 milliards d'Ariary⁶. Même si les investisseurs apportent la majorité de cette somme, ils la récupéreront sur les redevances et autres frais payables par nous, les voyageurs. Par contre, l'État peine à décaisser des sommes relativement minimes auprès des instances internationales : 40 millions USD seulement auprès du FMI et 11,5 millions d'Euros (sur 13 disponibles) auprès de l'Union Européenne. Plusieurs bailleurs potentiels de la famille de la Francophonie se sont empressés d'annoncer que leur soutien sera limité à « la logistique, au protocole et au sécuritaire », ce qui exclut les infrastructures⁷.

Les infrastructures constituent pourtant les seules retombées durables de ce Sommet, mais il est déjà évident que le terminal international et les nouvelles routes à quatre voies ne seront pas au rendez-vous. Certaines constructions de logement sont à la recherche de financements privés, comme pour le Village de la Francophonie, complexe de plus de 200 appartements appelé *Voara*, avec un autre centre commercial et une salle de cinéma, sur un terrain public à Andohatapenaka. Le coût de ce complexe ainsi que celui de rénovation et de l'équipement de l'Hôpital Manara-penitra à Andohatapenaka sont inconnus. A quels prix, dissimulés par des montages parfois hasardeux de projets de Partenariat Public-Privé (PPP), ces travaux verront-ils le jour ? Ce qui est sûr, c'est que l'État devra y apporter au minimum les terrains, la viabilisation en eau et en électricité, pour ne pas parler des permis environnementaux (requis pour tous projets, qu'ils soient publics ou privés). Où les eaux usées du complexe *Voara* se déverseront-elles, par exemple ? Pendant ce temps, près de 30.000 personnes sont sur la liste d'attente de la JIRAMA pour avoir un compteur, il faut attendre des années pour obtenir un titre foncier ou un permis environnemental, alors que les rizières de la plaine du Betsimitatatra sont davantage inondées chaque année et que les infrastructures en eau potable sont quasiment hors d'usage.

Lorsque Madagascar devait accueillir le sommet de l'UA en 2009 et de la francophonie en 2010, un accord de prêt de 50 millions USD a été signé par

5. *L'Express de Madagascar* du 20 janvier 2016 « Des experts israéliens "en appui" ».

6. *L'Express de Madagascar* du 10 juin 2015 : « Un nouveau terminal international avant 2016 ».

7. *L'Express de Madagascar* du 18 janvier 2016, aide du Canada.

l'État avec la Banque Export-Import de Chine pour la construction du centre international de conférences - somme que la population continue sans doute à rembourser aujourd'hui. Les véhicules Toyota Land Cruiser V8 et Ford Mondeo ont fait le bonheur des barons du régime de la Transition qui les ont récupérés sur le parking du Palais d'Ambohitsorohitra. De nouvelles routes étaient projetées, les mêmes que l'on propose de réaliser à présent, et les procédures d'acquisition pour intérêt public étaient sur le point d'être lancées. Les dirigeants ont la mémoire courte : ces sommets n'ont jamais vu le jour, et les rares infrastructures construites n'ont bénéficié à la population que dans une infime mesure.

Cela laisse présager que seul un nombre restreint de bénéficiaires profitera de ce sommet d'une semaine : les dirigeants, peut-être, mais surtout les affairistes en tout genre. Les hôteliers et restaurateurs peut-être, les concessionnaires de véhicules, les agences événementielles et leurs jeunes hôtes, sans oublier les repreneurs des résidences de luxe du complexe *Voara*. De bonnes affaires pour une semaine, mais pour quel effet durable ? Certes, un nouveau terminal et de nouvelles routes seraient les bienvenus, mais combien de voyageurs à l'international sont malgaches comparés au nombre de voyageurs de taxi-brousse ? Les gares routières devraient être prioritaires, tout comme les branchements électriques et les raccordements en eau (potable de préférence). La notion même de service public semble avoir disparu du lexique de gouvernance des dirigeants actuels pour qui un énième voyage à l'étranger ou, mieux encore, la présidence d'un sommet international, semble être l'ultime sacre.

Avançons donc vers ce sommet, qui pourra attirer l'attention des autres sur notre misère, et peut-être les encourager à nous aider davantage. Mais exigeons la transparence totale sur les dépenses y afférentes, ainsi que la liste des retombées réelles et durables pour le plus grand nombre. En d'autres termes, pour chaque chambre d'hôtel ou logement construit, pour chaque hôpital réhabilité, pour chaque aéroport, pour chaque repas, pour chaque bouteille de champagne, pour chaque voiture, pour chaque goutte de carburant, pour chaque élément des forces de l'ordre, qu'on porte dans les budgets alloués et les projets planifiés pour 2016 un investissement équivalent pour l'ensemble des citoyens, pour ceux de Bekily, de Tsihombe et d'Ambositra et pas seulement ceux d'Ivato, d'Ambohibao ou d'Andohatapenaka. Bref, pour toute la population de Madagascar.

Antananarivo, 6 février 2016